

Alain Dolium

oxygène pour île-de-france



invitation presse

**Présentation du projet de la
Liste démocrate et centriste
soutenue par François Bayrou**

**pour l'élection régionale
des 14 et 21 mars 2010 en Ile-de-France**

Alain Dolium

iledefrancedemocrate.fr

contact presse: Christie Genteuil · 06 63 16 35 21 · christie.genteuil@club-internet.fr

AMELIORER DURABLEMENT LA QUALITE DE VIE DE TOUS LES FRANCILIENS

Propositions d'Alain Dolium pour les élections régionales en Île-de-France Synthèse

Notre constat

L'Île-de-France a des atouts considérables: sa situation en fait une plaque tournante pour l'économie européenne. Elle rassemble 40% du potentiel scientifique et technologique français, plus de 700.000 entreprises y sont implantées. Il s'agit de la Région la plus jeune de France, avec des étudiants et des travailleurs bien formés. Son patrimoine historique et culturel est incomparable. Elle est composée de très nombreuses et très riches zones naturelles. Elle abrite une agriculture performante...

Mais les conditions de vie pour beaucoup deviennent insupportables. Travail, transports, logements, sécurité, environnement sont autant d'éléments de stress et de préoccupation pour une majorité d'entre nous. Près d'un Francilien sur deux a ainsi envie de quitter la Région. Ceci reflète la dégradation continue, depuis trop longtemps, de notre qualité de vie. Cela n'est plus acceptable, alors que l'Île-de-France est la Région la plus riche de France.

Certes, la Région n'est pas la seule institution en cause. Mais ni la droite au sommet de l'Etat, ni le PS et les Verts dans la Région n'ont pris la mesure de ces problèmes. Il y a trop de débats stériles, alors que la seule urgence de la crise économique et de ses effets sociaux inégalitaires et l'aspiration à une autre modèle de vie au niveau local nécessitent des réponses rapides.

Notre vision

Nous proposons un nouveau modèle de développement régional, enraciné dans les attentes des Franciliens. Le développement de notre Région s'est fait progressivement depuis 30 ans au détriment de la proximité, des solidarités, des contacts humains, et de notre environnement. Chaque Francilien aspire à retrouver une véritable qualité de vie, du temps pour soi et sa famille, de l'espace pour respirer. Pour tous les actifs, un emploi, élément essentiel de la qualité de vie. Pour ceux qui en ont le plus besoin, un accès égal aux biens essentiels.

La crise économique a durement touché l'Île-de-France. C'est pourquoi il faut commencer par redynamiser au plus vite l'activité économique régionale afin de créer des emplois. Notre première mesure sera de soutenir les TPE, PME et PMI par un plan d'action volontariste. Nous voulons aider ces créateurs d'emplois à démarrer, à innover, à recruter, à exporter.

Nous voulons ensuite donner à chacun sa chance d'aspirer à une vie meilleure en Île-de-France par une politique d'éducation et d'orientation renforcées, mais aussi grâce à l'accès au logement, aux transports et à tous les services publics essentiels.

Enfin, notre modèle de développement a pour objectif de rapprocher les Francilliens et de recréer la proximité indispensable à la qualité de vie. Nous voulons revenir à des lieux de vie à taille humaine, repenser notre système de transports (le rendre fonctionnel, propre et convivial plutôt que de créer toujours de nouvelles lignes comme le Grand Paris de Christian Blanc) et développer un urbanisme

durable et plus équilibré qui rapproche l'emploi de l'habitat et préserve notre environnement. Dans notre vision, un emploi, un service, un commerce, un équipement sportif ou culturel doit être à moins de 30 minutes de chez soi.

Les générations à venir comptent sur nous : nous avons le devoir de transmettre à nos enfants une Région dont ils seront fiers.

Cela nous impose des contraintes fortes pour préserver notre environnement: Copenhague a démontré que nous ne pouvons attendre que les gouvernements agissent. Et nous voulons aussi léguer des finances saines et réduire la trop grande distance entre notre Région et ses habitants.

La guérilla entre droite et gauche, entre majorité régionale et gouvernement, a eu un impact très négatif pour l'Île-de-France. En paralysant des décisions essentielles, comme sur les transports ou l'aménagement du territoire, ces luttes stériles n'ont pas permis de faire les transformations profondes dont notre région a maintenant besoin. Nous ne pouvons pas continuer indéfiniment à concentrer les emplois en quelques endroits, à construire toujours plus de voies de transport forcément saturées. Pour recréer des conditions de vie de qualité pour tous les Franciliens, au sein de ces bassins de vie à taille humaine que nous appelons de nos vœux, il faut maintenant agir tous ensemble. C'est le contrat que nous proposons aux Franciliennes et aux Franciliens.

I - L'EMPLOI, LE POU MON DE LA VIE

Aujourd'hui, l'Île-de-France compte plus de 500.000 chômeurs. Et plus de 10 000 entreprises sont tombées en faillite en 2009. La difficulté de trouver un emploi ou la peur de le perdre est une épreuve quotidienne. C'est pourquoi l'emploi doit être notre première priorité.

L'Île-de-France est une locomotive naturelle de l'économie nationale. Et pourtant elle n'a pas réussi à tirer profit de ses atouts. Durant les années 2000, la croissance économique a été 2,5 fois plus faible que la moyenne des grandes métropoles comparables comme Londres, New-York et Los Angeles. Les créations d'entreprises ont été inférieures à la moyenne nationale.

Face à la crise, la Région doit devenir le vrai chef de file du développement économique sur son territoire. Notre priorité d'action ira aux TPE/PME, les premiers créateurs d'emploi :

- Nous lancerons la mesure « embauche sans crainte » : c'est une garantie de remboursement des cotisations patronales pour toute TPE/PME créant un emploi, en cas de résultat déficitaire dans les deux ans qui suivent l'embauche ; elle leur permettra d'investir et d'embaucher sans crainte ;
- Nous renforcerons l'aide au démarrage, à l'investissement, et à l'innovation en facilitant l'hébergement des PME (hôtels d'entreprise, pépinières...) et la mutualisation des compétences et des moyens, mais aussi le parrainage, la transmission et la reprise d'établissements ;
- Nous soutiendrons les rapprochements des entreprises, universités et laboratoires de recherche grâce au renforcement du Fonds Régional d'Innovation ;
- Nous lancerons le programme « Capital Jeunes » finançant 1 000 projets innovants portés par des jeunes à faible qualification ;
- Nous appuierons aussi le retour à un emploi stable pour 25.000 chômeurs de longue durée et personnes au RSA par un plan de soutien aux entreprises et associations d'insertion par l'activité économique et (b) 10 000 emplois-projets dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et les commerces de proximité dans les zones défavorisées ;

- Un guichet unique, en lien avec les chambres consulaires, regroupant tous ces appuis sera mis à disposition des TPE/PME ;
- Enfin, nous aiderons financièrement les personnes suivant une démarche d'insertion ou une formation pré-qualifiante à acquérir un permis de conduire.

La Région doit mieux utiliser son potentiel, qui est considérable. Nous voulons ainsi valoriser des emplois de proximité comme le tourisme, le bâtiment, les services à la personne, le commerce et l'agriculture. Mais aussi les filières nouvelles, comme les nouvelles technologies et l'environnement.

Pour rendre possible cette priorité, nous proposons de doubler immédiatement les ressources de la Région consacrées au développement économique et à l'emploi, qui atteignent moins de 3% du budget actuellement (contre 8,3% en moyenne dans les autres régions).

Dans nos interventions de soutien aux entreprises, nous privilégierons les prêts, garanties et participations au capital plutôt que les aides directes. Nous utiliserons aussi les appels d'offre régionaux pour stimuler notamment le développement des entreprises innovantes et socialement responsables.

Notre objectif est la redynamisation économique et sociale du territoire, qui puisse créer au moins 40.000 emplois nouveaux par an en Île-de-France.

II - UNE VERITABLE EGALITE DES CHANCES ET DES TERRITOIRES

Malgré ses atouts et sa richesse, l'Île-de-France est une région profondément inégalitaire. Le développement de la Région s'est fait au profit de quelques zones privilégiées, tandis que les autres, banlieues, espaces ruraux, et même certains arrondissements de Paris, étaient largement oubliés en matière de développement économique, de transports efficaces, d'infrastructures. Ceci aboutit à la création de « ghettos », élève des barrières sociales, crée des inégalités dans l'accès aux services publics, à l'éducation, à la culture, à la sécurité ou à la santé.

L'Île-de-France est la Région la plus jeune de France métropolitaine : 26% des Franciliens ont moins de 20 ans, et notre Région a l'un des taux de natalité les plus élevés. Mais de très nombreux jeunes n'ont pas la possibilité de réaliser leur ambition, faute de formation adaptée, d'accès à l'emploi, ou simplement d'habiter dans le bon quartier.

Notre région compte enfin toujours plus de travailleurs pauvres, incapables de trouver des logements décents, et de seniors isolés, privés d'accès aux services essentiels.

Nous voulons redonner à chacun sa chance, à chacun ses droits : Formation, Logement, Services publics doivent être accessibles à tous les Franciliens.

Mieux former pour mieux choisir son avenir

La formation, qu'elle soit initiale ou continue permet à chacun de mieux choisir son avenir. Facteur essentiel du dynamisme économique, condition pour trouver ou conserver son emploi, la formation est aussi un élément déterminant pour l'égalité des chances et elle contribue ainsi à l'intégration et à la mixité sociale.

Notre obligation, c'est de faire émerger tous les talents d'Île-de-France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient. Pour cela des actions volontaires sont nécessaires :

- Prendre en charge l'orientation des lycéens, avec le programme « Passeport Découverte », qui aidera à l'orientation de tous ceux qui veulent découvrir les métiers de leurs départements, avec des jeunes retraités-intervenants, par des conventions avec les services « jeunesse » des municipalités et les fédérations professionnelles ;
- Revaloriser l'apprentissage dans une relation plus étroite avec le tissu économique local, vers des filières d'avenir et non des voies de garage, avec une aide régionale pour les stages et débouchés à la fin de la formation (forums et rencontres avec les entreprises, contractualisation...) ;
- Doubler le nombre d'écoles de la seconde chance pour mieux réintégrer les élèves en situation d'échec et renforcer les « écoles des parents », pour humaniser l'information des familles sur les secteurs, les métiers pour leurs enfants et les filières de formation pour y parvenir ;
- Construire 20.000 nouveaux logements étudiants-apprentis proches des universités, écoles d'enseignement supérieur et centres d'apprentissage, et promouvoir la colocation et l'hébergement chez les particuliers ;
- Maintenir une répartition équitable au sein de la Région des universités et écoles d'enseignement supérieur, tout en développant leur niveau d'excellence par des coopérations renforcées ;
- Favoriser l'accès au haut et au très haut débit en partenariat avec les opérateurs privés : tous les Franciliens doivent y avoir accès d'ici 2014.

Aider à se loger ceux qui en ont le plus besoin

Le prix excessif des logements est d'abord dû au manque de construction neuve. De plus, il existe près de 300.000 logements vacants, tandis que plus de 400.000 demandes de logements sociaux sont en attente.

Nous agirons en priorité en faveur des personnes les plus touchées par le problème du logement, à cause de leur situation financière ou familiale, qu'elles soient à faible revenus, jeunes couples avec enfants, familles nombreuses, personnes âgées, en situation de handicap, mères seules avec leurs enfants. Nous créerons notamment une structure unique, l' Agence Régionale pour le Logement, qui aura pour mission de :

- Créer un guichet d'accueil unique pour informer tous les Franciliens des offres de logements (notamment sociaux) disponible dans leur région et éviter ainsi les dépôts multiples de dossiers pour ceux qui changent de site ou d'emploi;
- Coordonner, en partenariat avec les communes et les départements, la construction de 60 000 logements par an nécessaires pour que tous les Franciliens accèdent à un logement (et 20 000 logements étudiants-apprentis) ;
- Faciliter les opérations d'aménagement fonciers dans les communes en regroupant les 4 établissements fonciers existants (région, 78, 92, 95), créés séparément pour des raisons purement politiques ;
- Soutenir la création de maisons de retraite et centres spécialisés ;
- Garantir la bonne répartition de l'offre de logement sur l'ensemble de la région, de l'acquisition foncière de terrains jusqu'à la construction et l'attribution de logements ;
- Proposer des garanties et des aides à la rénovation aux propriétaires afin de remettre en circulation des logements vacants ;
- Jouer un rôle de « Vigie du logement » afin de faire respecter les obligations légales en matière de logements sociaux ;
- Promouvoir les projets d'aménagement de lieux de vie, quartiers à usage mixte (logements sociaux et intermédiaires, emplois, commerces, services...) ;
- Lancer la prime à la casse des chaudières anciennes et polluantes ; promouvoir les opérations d'écohabitat, pour les immeubles et les quartiers.
- Instaurer un « prêt à taux 0 accessibilité », pour les seniors et les personnes touchées par un handicap lourd, afin de leur permettre d'adapter leur logement à leurs besoins.

Accéder aux services publics essentiels : transports, santé, sécurité, activités culturelles et sportives...

Que ce soit en périphérie ou en petite couronne, et même dans certains arrondissements de Paris, de nombreux Franciliens (et particulièrement les séniors) n'ont pas un accès normal aux services publics. Sait-on que celui-ci est en grand danger si une crue de la Seine survient et noie le poste central des Invalides qui date du début du siècle dernier ? De plus, les enquêtes montrent que le stress dans les transports est devenu supérieur au stress sur le lieu de travail, en raison des « incidents techniques » qui surviennent à tout moment.

Nous agissons, en collaboration étroite avec les élus locaux pour :

- Désenclaver les zones déshéritées et favoriser la mobilité des actifs les plus défavorisés en créant un véritable réseau de lignes de transport banlieue à banlieue avec 1000 bus propres supplémentaires en petite et grande couronne. 70% des investissements de la région vers les transports collectifs seront affectés à la petite et à la grande couronne (au lieu de 50% aujourd'hui) ;
- Maintenir une égalité d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire en mettant en place des contrats d'activité (services, tarifs conventionnés, horaires d'ouverture...) avec les professionnels de santé (notamment les médecins libéraux) ; Cela permettra le maintien ou l'installation de maisons médicales et d'urgence de proximité, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines les plus concernées ; ;
- Créer 15.000 nouvelles places de crèches, en partenariat avec les collectivités locales, grâce à un cofinancement des trois-quarts du coût de leur construction (7.500 euros par place construite) ;
- Réduire les zones de non-droit en soutenant d'une part le rétablissement de la police de proximité (formation, infrastructures de police) et d'autre part les associations de prévention et l'aménagement des espaces urbains à risque ;
- Renforcer la sécurité dans les lycées en formant les surveillants (notamment étudiants), dont le nombre devra augmenter dans les lycées sensibles, à la prévention et la gestion des conflits ;
- Ouvrir la culture à tous, grâce au renforcement d'un Pass Culture IdF, le Tick'art, à l'ouverture aux associations de nouveaux lieux d'activité culturelle comme les lycées, au soutien aux spectacles sous condition d'activité dans les zones délaissées, à l'ouverture des maisons de la culture aux communes avoisinantes... ;
- Développer des microbases de sports et loisirs dans les zones sous équipées ;
- Valoriser le rôle des bénévoles, des associations et de la société civile, en développant leurs formations et les validations d'acquis d'expérience et en leur ouvrant les lycées le soir sur la base du volontariat.

III - PLUS DE PROXIMITE POUR VIVRE MIEUX

Aujourd'hui, près d'un francilien sur deux dit qu'il veut quitter la Région. Pourquoi ? Un temps de transport insupportable, un logement trop cher et trop petit, une vie de famille inexistante, un environnement dégradé. L'Île-de-France est aussi constituée en zones segmentées et spécialisées de quartiers d'affaires, d'espaces commerciaux, de dortoirs, et de coupures entre le rural et l'urbain.

Il faut plus de proximité au sein de véritables bassins de vie à taille humaine. Nous voulons ainsi diminuer la demande de transports de 20 % (durée et distance), en rapprochant domicile et emploi. Avoir la possibilité d'être à moins de 30 minutes à la fois d'un emploi, d'un service, d'un commerce, d'un équipement sportif ou culturel, des espaces naturels au sein d'une centaine de bassins de vie en Ile-de-France, organisés autour des intercommunalités.

L'Île-de-France est la 15ème Région sur 22 en qualité de vie, alors que nous sommes la plus riche. C'est tout simplement inacceptable ! Notre objectif est de revenir en 4 ans dans les 10 premières Régions françaises pour la qualité de vie. Pour cela, il faut des transports à la hauteur de nos attentes et une Région durable. Il faut aussi des institutions plus proches des Franciliens, mieux comprises et bien gérées.

Rapprocher les Franciliens par des transports plus fiables, plus accessibles, plus sûrs, et plus justes

Une moyenne d'une heure et demie de vie quotidienne pour les Franciliens (et près de 3 heures pour les cadres), 180 km de bouchons chaque matin, les transports ne peuvent être l'objet d'un simple affrontement droite-gauche qui paralyse évidemment toute décision. Ainsi, la seule idée du gouvernement pour la Région a été de proposer sans aucune concertation la construction d'une double boucle de métro automatique ruineuse, entre des gares inexistantes, à l'horizon 2030 (projet du Grand Paris).

Nous voulons :

- Des transports collectifs fiables. Assez des « incidents techniques » à répétition : Il faut refaire marcher l'existant ! Nous mettrons en œuvre un plan d'urgence (doublement du budget, soit 50 millions d'euros d'investissement supplémentaires par an) pour remettre à niveau les infrastructures et matériels des transports en commun, moderniser les points du réseau vétustes (rail, signalisation) et parfois dangereux, et ainsi garantir la ponctualité et la régularité du service ;
- Des transports désaturés : Nous généraliserons les rames à double étage et connecterons les grands axes et les gares Saint-Lazare et Montparnasse pour désaturer les lignes de métro et RER A et B... Nous affecterons 70% des investissements à la petite et à la grande couronne (au lieu de 50% aujourd'hui), tandis que 1 000 bus propres supplémentaires seront disponibles sur les lignes de banlieue à banlieue ;
- Des transports collectifs plus accessibles grâce à la circulation continue du métro, tram bus et RER vendredi et samedi soir, un tarif unique le week end sur toute l'Île-de-France ;
- Des transports plus prévisibles : Nous mettrons en place un système unique d'information des voyageurs sur le trafic (IdF Trafic 24/24), mis à jour en temps réel, intégrant tous les modes de transport collectif, et indiquant les temps d'attente et de parcours ;
- Des transports plus justes en élargissant l'accès à la carte Imagin'R aux jeunes de moins de 26 ans non salariés, en étendant l'utilisation de la Carte Navigo aux TER et dessertes grandes lignes en IdF et aux stationnements relais dans les gares de RER.
- Des transports plus sûrs en renforçant les équipes de la police des transports.
- Des grands axes routiers plus fluides, grâce à des voies supplémentaires en rétrécissant certaines voies existantes et à des contournements des centres d'agglomération.

Construire une Région durable

Copenhague a montré les limites de ce type de grand messe, plus spectaculaire qu'efficace. Faut-il suspendre nos actions à la prochaine conférence ? Non, plus généralement, la Région ne doit pas attendre l'aval des États pour mettre en place une politique forte en matière de préservation de nos territoires et d'accompagnement du changement dans nos modes de vie. Notre objectif est de réduire de 30% nos émissions de CO2 d'ici 2020, sans attendre les décisions internationales. Pour cela, nous conduirons des actions volontaristes ciblées sur tous les éléments du problème :

- Mettre en place un plan Régional de transports propres pour inciter les particuliers et les entreprises à changer leur mode de déplacement (bornes voitures électriques, plateforme de déstockage pour poids lourds aux abords des agglomérations...);
- Favoriser les services alternatifs à la voiture particulière (covoiturage, auto-partage, taxis, deux-roues...), les pistes cyclables et l'usage des parcs de stationnement-relais autour des gares y compris avec un Pass Navigo spécial ;

- Réduire l'impact énergétique des bâtiments en créant un Fonds Régional d'Efficacité Énergétique qui se refinancera grâce aux économies d'énergie réalisées et favoriser les éco-quartiers ;
- Aider les ménages les plus modestes à faire des économies d'énergie grâce au Fonds Régional d'Efficacité Énergétique et une prime à la casse pour les vieilles chaudières ;
- Mettre en place un plan de développement des capacités énergétiques renouvelables de l'Île-de-France (géothermie, filière bois, photovoltaïque) afin de diminuer le taux de dépendance énergétique de notre Région. Notre objectif doit être d'atteindre un taux d'énergie produite en Île-de-France (par rapport à la consommation totale d'énergie) de 20% en 2020, contre 11% aujourd'hui ;
- Maintenir une agriculture de proximité, incluant une part importante de biologique, avec un label régional mis au point avec les distributeurs pour mettre en avant notre agriculture locale et favoriser les circuits courts de distribution et de consommation ;
- Faire respirer la ville en renforçant les espaces boisés dans notre environnement urbain et en créant une coulée bleue francilienne : les berges de la Seine et de la Marne seront aménagées en promenade et réserve naturelle ;
- Miser sur l'homme et sa formation : de nouvelles filières permettront aux jeunes - notamment par l'apprentissage - et aux artisans de se former aux éco-technologies.

Gouverner dans un cadre plus proche, mieux compris et plus transparent

A peine 1 Francilien sur 3 connaît le nom du président du Conseil Régional, et la plupart ne connaissent aucun des conseillers Régionaux de leur département. L'institution Régionale souffre donc d'un énorme déficit de proximité et de transparence. En outre, conséquence d'un conflit stérile entre la gauche et la droite, les ressources de la Région, particulièrement en Île-de-France, sont sans cesse remises en question, alors même que l'État lui transfère toujours plus de compétences.

Nous voulons rapprocher la Région de ses habitants. Il faut plus d'indépendance et de transparence dans les actions et dans les choix budgétaires du Conseil Régional et bâtir une situation financière saine. Nous ne tranposerons pas la faillite financière du gouvernement dans notre Région ! Nous voulons aussi aussi une coordination renforcée avec les autres collectivités territoriales, notamment via les intercommunalités.

Pour cela, nous voulons :

- Créer une antenne locale de la Région par département ;
- Déplacer le siège du Conseil régional en petite couronne dans une zone urbaine sensible ;
- Maîtriser le budget de la Région : pas d'accroissement des impôts, limitation des dépenses de fonctionnement au profit de l'investissement ;
- Arrêter le saupoudrage et mettre l'argent là où il va produire de la qualité de vie ;
- Instituer un indice de la qualité de vie en Île-de-France (indice Qualivie), réalisé par un organisme indépendant, afin de rendre compte régulièrement des résultats effectifs des politiques conduites par le Conseil Régional ;
- Gérer directement les fonds européens, actuellement mal gérés par l'État et sous-utilisés alors qu'ils sont destinés aux zones défavorisées qui en ont le plus grand besoin ;
- Simplifier les institutions locales, en renforçant notamment les intercommunalités de taille raisonnable qui seront les moteurs à la création des bassins de vie.

Rapprocher les Franciliens d'un monde en transition

Nous voulons être plus proches et plus solidaires des autres dans un monde en pleine évolution, faisant face à des défis économiques et environnementaux sans précédent. Nous renforcerons ainsi notre action en faveur du rayonnement international, pour développer nos collaborations économiques, scientifiques ou touristiques, mais aussi pour soutenir des actions en faveur du développement dans les pays d'origine de nombreux franciliens.

o o o

Alain Dolium

IdF2010

nos têtes de listes

Alain Dolium, Val-de-Marne (94)

Fadila Mehal, Paris (75)

Aude Luquet, Seine-et-Marne (77)

Pierre Le Guérinel, Yvelines (78)

Jean-François Vigier, Essonne (91)

Chantal Brault, Hauts-de-Seine (92)

Marylise Martins, Seine-Saint-Denis (93)

Sophie Jacquest, Val-d'Oise (95)

**MOUVEMENT
DEMOCRATE**

Alain Dolium

iledefrancedemocrate.fr

contact presse: Christie Genteuil · 06 63 16 35 21 · christie.genteuil@club-internet.fr

Alain Dolium

IdF2010

images de campagne



flickr™

Accédez à notre photothèque sur Flickr

<http://www.flickr.com/photos/alaindolium/>

mentions photos © jmvignau

Alain Dolium

iledefrancedemocrate.fr

contact presse: Christie Genteuil · 06 63 16 35 21 · christie.genteuil@club-internet.fr

Alain Dolium

IdF2010

www.iledefrancedemocrate.fr

The screenshot shows the website interface for Alain Dolium's 2010 regional election campaign in Île-de-France. The browser address bar displays 'http://iledefrancedemocrate.fr/'. The site features a navigation menu with icons for 'PROGRAMME', 'CANDIDATS', 'DÉBATTRE', and 'SE MOBILISER'. A search bar is located at the top right. The main content area includes a featured article titled 'Alain Dolium rencontre des entrepreneurs d'Île-de-France' with a sub-headline 'Alain Dolium est votre tête de liste MoDem en Île-de-France'. Below this are sections for 'COMMUNIQUÉ DE PRESSE n°2 : lancement de la campagne d'Alain Dolium', 'LA CAMPAGNE DU MODEM POUR LES RÉGIONALES EST LANCÉE !', and 'VOTRE SÉLECTION'. A sidebar on the left contains 'INFOS NATIONALES', 'VIDÉO ET WEB TV', and 'QUIZZ'. At the bottom of the page, there are buttons for 'M'INFORMER' and 'MILITER', and a footer with navigation links: 'TOUS', 'CANDIDATS', 'ARTICLES', 'MEMBRES', 'PHOTOS'.

facebook

www.facebook.com/Dolium

twitter

twitter.com/alaindolium

flickr

www.flickr.com/photos/alaindolium

Dailymotion

www.dailymotion.com/alainDolium

Alain Dolium

iledefrancedemocrate.fr

contact presse : Christie Genteuil · 06 63 16 35 21 · christie.genteuil@club-internet.fr

Alain Dolium

IdF2010

contact presse

Christie Genteuil

06 63 16 35 21

christie.genteuil@club-internet.fr

Alain Dolium

iledefrancedemocrate.fr

contact presse: Christie Genteuil · 06 63 16 35 21 · christie.genteuil@club-internet.fr

Alain Dolium

IdF2010

à suivre!

conception graphique 2010 © design-rubimann.com · photos © jmvignau

Alain Dolium

iledefrancedemocrate.fr

contact presse: Christie Genteuil · 06 63 16 35 21 · christie.genteuil@club-internet.fr